

"L'Europe du général" dans Le monde du travail (18 mai 1962)

Légende: Le 18 mai 1962, le quotidien Le monde du travail, publié par la Fédération provinciale liégeoise du parti socialiste belge (PSB), fustige les positions européennes du général de Gaulle, président de la République française, à la suite de la conférence de presse du 15 mai à Paris au cours de laquelle il a brocardé l'Europe supranationale.

Source: Le monde du travail. 18.05.1962. Liège. "L'Europe du général".

Copyright: (c) Le Monde du Travail

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_europe_du_general_dans_le_monde_du_travail_18_mai_1962-fr-f72a6adb-5d57-4cd5-8181-3dc8ff9e70ed.html



Date de dernière mise à jour: 24/04/2018

L'Europe du général

C'est la première fois qu'un des monologues à grand spectacle du général de Gaulle donne lieu à des réactions rapides et spectaculaires. Le MRP de M. Robert Schuman, qui défend depuis bientôt treize ans l'intégration européenne, a riposté aux propos presque blessants du président de la République par le départ massif des cinq ministres qui le représentaient dans l'Exécutif.

La dernière illusion démocratique ?

On verra, demain, quelles répercussions politiques internes secoueront la France, puisque s'est dégageée à l'Assemblée nationale, lors de la discussion de l'investiture de M. Pompidou, une majorité « européenne » incontestable. Si cette majorité n'impose pas sa politique, la dernière illusion de démocratie aura quitté la belle terre de France, tout entière, dès lors, sacrifiée aux vues nationalistes et conservatrices de celui qu'on appelle déjà à Paris le dictateur paternaliste.

Car l'Europe proposée par le général de Gaulle n'est rien d'autre qu'une alliance classique, très XIXe siècle, au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, rejetant les « mythes, fictions et parades » de l'autorité supranationale, c'est-à-dire la possibilité de décisions majoritaires, telles qu'imaginées par les cinq autres partenaires de la petite Europe, et telle que déjà appliquée par la Communauté européenne économique depuis que celle-ci est entrée dans sa deuxième phase, en janvier dernier.

On n'est pas à une contradiction près

Ce que de Gaulle a donc accepté sur le plan économique, il le refuse sur le plan politique ... après avoir démontré lui-même que quasi toutes les mesures prises de commun accord par la CEE sont des actes politiques.

Cette contradiction éclatante ne gêne en rien celui qui est le pouvoir en France, pas plus que le simplisme de « l'argument » qu'il croit avoir trouvé de qualifier d'apatrides utilisant l'espéranto ou le volapuk ceux qui sont d'une opinion opposée à la sienne.

La réaction virulente de Paul-Henri Spaak à Strasbourg, accueillie par de longs applaudissements par les députés membres de l'assemblée du Conseil de l'Europe, montre l'étendue de la déception de ceux qui se sont échinés à trouver des formules de compromis; rejetées avec mépris par le chef de l'État français.

Serait-ce l'attitude du «New-York Times» qui serait la bonne, qui ne prête qu'une attention polie et « résumée » aux propos du général, tout en affirmant qu'ou bien de Gaulle agira autrement qu'il n'a parlé, ou bien l'Europe occidentale et les USA l'empêcheront d'agir comme il vient de parler ?

Caricature et confusion

Ce qui stupéfie en tout cas l'observateur, c'est que ce discours se place au moment même où l'Europe des Six enregistre de considérables succès grâce à son alliance économique, dont se prévaut, d'ailleurs, fort paradoxalement, le général.

Aussi ferons-nous nôtre la conclusion de Paul-Henri Spaak, qui déclarait hier « Après la caricature, la confusion », exprimant en termes diplomatiques ce que chacun pense. Le président de la République française a tracé de l'Europe supranationale une image caricaturale pour exprimer des vues simplistes et dépassées qui isolent un peu plus une France déchirée et politiquement asphyxiée.

Voilà, en tout cas, l'Europe politique embourbée pour un long temps, au moment même où d'autres pays se bousculent au guichet d'entrée de la CEE.

Sur quelles bases va-t-on discuter avec l'Angleterre, la Norvège et le Danemark, de même qu'avec les « neutres » ? Telle est la question qui préoccupe au plus haut point les pèlerins du traité de Rome. Les petits

pays, en tout cas, ne peuvent accepter une formule qui, pratiquement, permettrait à l'axe Paris-Bonn de dominer une petite Europe déséquilibrée.